

L'impasse

La position du chef d'état-major, telle qu'exprimée dans son message d'hier, loin de favoriser une issue rapide au mouvement populaire, tend plutôt à entretenir le mortifère statu quo actuel.

Le premier obstacle à un dénouement de la crise réside dans son attachement à une élection, dont il ne précise cependant plus la date, inconciliable avec la revendication populaire pour un départ préalable des membres du régime Bouteflika qui occupent encore les institutions.

Le second élément d'achoppement vient de la remise en cause du principe de changement global — “yetnahaw ga3” — qu'il saisit comme une “exigence du départ collectif de tous les cadres de l'État” pour en faciliter la critique. La demande serait alors “non objective et irraisonnable, voire dangereuse et malveillante, qui vise à déposséder les institutions de l'État de ses cadres et les dénigrer”. Or, tel n'est pas le cas : il ne s'agit pas, pour les manifestants, de renvoyer de simples “cadres de l'État”, mais des dirigeants politiques, dont la responsabilité dans la mise en place et la gestion d'un ordre politique corrompu, accapareur et oppresseur, est avérée du fait même des positions occupées.

Pour justifier son rejet de cette demande, le chef d'état-major la rattache à la possible infiltration du mouvement “par des individus ayant des plans suspects qui utilisent ces manifestations comme un portail pour scander leurs slogans et brandir leurs bannières et une passerelle pour transmettre certaines revendications irrationnelles”.

Gaïd Salah formule alors le vœu, bien à propos, “que les marches se caractérisent par un niveau raisonnable et suffisant d'organisation et d'encadrement efficace pour faire émerger de vrais représentants qui se distinguent par leur sincérité et intégrité...”.

Le message de l'état-major de l'ANP va jusqu'à dresser le profil de l'encadrement idéal du mouvement : “Des personnes ayant un esprit nationaliste responsable, qui... craignent Allah quand il s'agit de leur peuple, de leur patrie et des institutions de leur État, et œuvrent à transmettre les revendications populaires dans le cadre d'un dialogue sérieux et constructif avec les institutions de l'État”.

Du fait de cette nécessité de dialogue, le général Gaïd Salah se désole de “l'absence flagrante des personnalités nationales, des élites et des compétences nationales face aux événements et évolutions accélérés que connaît notre pays et qui requièrent des propositions constructives à même de rapprocher les points de vue divergents”. Pour la circonstance, le pouvoir regrette, en quelque sorte, l'absence d'une société politique et civile dont les composantes ont été méthodiquement étouffées, disqualifiées, “clientélisées” ou corrompues. C'est justement ce vide politique et social prémédité qui a conduit au soulèvement pacifique généralisé exigeant un nouveau système, producteur de performance et d'élites. Il s'agit d'une révolution, en effet, pas d'une crise dépassable par un effort de “rapprochement de points de vue divergents”.

Il n'est alors pas certain que la phase constructive puisse débuter avant que soit entériné le principe de départ intégral du régime encore en place. En tournant le dos à cette réalité, le pouvoir ne peut que prolonger le dangereux statu quo de ni rupture ni restauration.

M. H.
musthammouche@yahoo.fr